

URSS: LA PERIODE DE TRANSITION...

On a tendance à oublier que Lénine lui-même considérait que l'établissement du capitalisme d'État dans la Russie post-révolutionnaire constituait à ses yeux un progrès par rapport à la situation antérieure, pourvu que ce capitalisme d'État fût contrôlé, en théorie par la classe ouvrière, en réalité par le parti bolchevique qui s'était approprié le droit exclusif de la représenter. Le modèle d'organisation auquel Lénine se référait était le système postal allemand, étendu à la société tout entière... C'est dire que l'échec du «communisme» dont se gaussent les ténors du libéralisme mérirait d'être quelque peu remis en perspective... La période qui va de l'appropriation du pouvoir par les bolcheviks à la remise virtuelle de celui-ci à Eltsine n'a été en réalité qu'une transition vers le capitalisme.

Aujourd'hui, les dirigeants soviétiques reconnaissent que les mauvaises performances de l'économie ont pour cause le système hypercentralisé instauré par Staline à la fin des années 20. Mais lorsque Boukharine clamait en 1927 dans ses *Notes d'un économiste*: «*Nous sommes par trop centralisés!*», c'est autant à l'héritage de l'époque leninienne qu'à celui de Staline qu'il aurait dû s'en prendre.

Les deux inconvénients majeurs du système économique actuel sont le gaspillage et le retard de l'innovation technologique, auxquels on peut ajouter l'absence totale de motivation de la main d'œuvre. Il s'agit donc de remplacer la gestion administrative par une gestion économique, assurant une large autonomie des entreprises, garantissant l'effectivité des mécanismes du marché et une coordination plus horizontale que verticale.

Gestion administrative et gestion économique

Outre les résistances au plus haut niveau de l'appareil d'État, l'opposition à la réforme vient évidemment des membres de l'appareil intermédiaire qui risquent de perdre leurs priviléges, liés aux fonctions de contrôle et de décision qu'ils ont assumées depuis 70 ans.

Dans la *Pravda*, Gorbatchev pouvait ainsi déclarer: «...certains dirigeants du parti ont des problèmes avec la perestroïka - ils sont incapables d'abandonner leurs fonctions de "distributeurs" qui ne relèvent pas du Parti, le désir de décider de tout pour tout le monde, de tout contrôler, pour ainsi dire, dans leur main» (28 janvier 1987).

On comprend donc que le souhait d'introduire des modifications aussi élémentaires que le vote à bulletin secret, la pluralité des candidatures, la liberté de critique et l'introduction (partielle) des élections à la place des nominations par en haut, se heurtent à une résistance acharnée.

Pourtant, ces mesures ne semblent susciter dans la classe ouvrière que le scepticisme, car jusqu'à présent les réformes de rationalisation introduites ont abouti à resserrer la discipline, à intensifier le travail, à réduire les revenus et à augmenter les prix, sans que la consommation se soit accrue. Lorsque, de surcroît, on entend parler de convertibilité du rouble et d'admission de l'URSS au *Fond monétaire international*, les Soviétiques ont de quoi s'inquiéter.

La première mesure signifierait à terme la mise en concurrence, sur le marché intérieur, des produits manufacturés russes et étrangers. Les marchandises soviétiques ne pourraient résister que si les entreprises rattraient leur fantastique retard en matière de productivité du travail: il s'agit pour le gouvernement ni plus ni moins que d'utiliser la pression du marché capitaliste pour contraindre les ouvriers soviétiques...

Quant à l'adhésion au FMI, elle est envisagée par un officiel soviétique en ces termes: «*Notre participation au FMI favoriserait la solution de certains problèmes intérieurs...*» (Cf. *Actualités soviétiques*, n°809). Or, les méthodes préconisées par le FMI sont connues: réduction des versements sociaux, réduction massive de main d'œuvre, hausse des prix, fermeture d'entreprises non rentables, etc.... Si les travailleurs soviétiques ne bénéficiaient pas, auparavant, du droit d'association, si leurs libertés politiques étaient réduites, du moins avaient-ils une certaine sécurité d'emploi. Gorbachev a compris ce que Bismarck un siècle avant lui avait constaté: les libertés politiques formelles ne sont en rien un danger pour une société de priviléges, elles sont au contraire le meilleur garant de l'exploitation efficace du prolétariat.

Dans les années 20, déjà...

On peut faire de nombreux rapprochements entre la situation actuelle et celle des années 1920-1930, et les réponses proposées sont globalement identiques. La disparité des prix entre les produits manufacturés et la production agricole, lorsqu'elle désavantage les paysans, les empêche d'acheter les produits de l'industrie. L'accroissement de la productivité du travail, la guerre au gaspillage, la rationalisation, feront baisser les prix des produits industriels. Outre que la paysannerie constitue un énorme marché potentiel, l'équilibre des relations entre la ville et la campagne permettrait de régler le problème dramatique de l'approvisionnement des villes. À l'époque où il se réclamait du communisme, Gorbachev s'est un temps référé à Boukharine, ce qui lui permettait de conserver une légitimité bolchevique tout en préconisant une politique différente de l'héritage lénino-stalinien. Or, Boukharine pensait que le développement de l'industrie dépendait du développement de l'agriculture, de même que cette dernière dépendait de la capacité de l'industrie à fournir du matériel à la campagne. La solution préconisée était l'encouragement des exploitations individuelles.

Le passage direct de la petite exploitation parcellaire au socialisme était, selon Boukharine, impossible dans les campagnes. Il fallait passer par l'intermédiaire du capital privé. Il ne proposait pas la suppression de la nationalisation du sol mais la constitution de fermiers employant des salariés sous le contrôle de l'État, et qui seraient expropriés lorsque le degré de concentration du capital rural serait suffisamment élevé. Surtout, dans le contexte de la Russie où la paysannerie était majoritaire, il pensait que ce processus devait se faire, selon ses propres termes, très, très lentement. Or Gorbachev a proposé de concéder en bail de 50 ans d'importantes parcelles de terre à des paysans individuels. Si cette mesure était adoptée, elle permettrait, selon le secrétaire général, de fournir le marché d'une quantité accrue de produits alimentaires. La préoccupation exprimée par le bureau politique (3 et 6 octobre 1988) est l'élaboration de «*propositions pour une refonte radicale des relations économiques et de la gestion dans le complexe agro-industriel du pays*».

À l'autre bout de la chaîne, au niveau de la distribution, Gorbachev encourageait, comme le faisait Boukharine, la création de coopératives privées. Ainsi on trouvera sans doute plus facilement les produits alimentaires qui manquent ; et on fera sans doute moins la queue. À ceux de ses concitoyens qui se plaignent que ces produits «privés» sont considérablement plus chers, Gorbachev répond de façon très boukharinienne que lorsque ces coopératives

seront en plus grand nombre la concurrence s'accroîtra et les prix baisseront. Le secrétaire général pense sans doute que les capitalistes en herbe d'Union soviétique sont plus bêtes que ceux d'Occident, et qu'ils n'auront pas l'idée de former des ententes monopolistiques pour éviter la concurrence.

Une industrialisation accélérée

Nous sommes en plein dans le débat qui opposa la «gauche» (Trotski, Preobrajenski) et la «droite» (Boukharine) dans les années 1925-1928. Preobrajenski pensait que le sort du socialisme dépendait de l'industrialisation accélérée du pays. Selon lui, il fallait trouver très rapidement des ressources pour financer cette industrialisation. Le secteur industriel existant, démantelé par la guerre, la révolution et la guerre civile, ne pouvait à lui seul créer la plus-value nécessaire à l'industrialisation: il fallait extraire ces ressources d'investissement de l'économie rurale. L'industrialisation ne pourrait se faire qu'en transférant massivement la plus-value de la paysannerie vers le secteur industriel étatisé.

Preobrajenski nomme ce transfert massif «*accumulation socialiste primitive*», par analogie avec l'accumulation primitive du capitalisme décrite par Marx, et qui s'est faite par la violence la plus extrême contre les formes économiques non capitalistes. Si Preobrajenski ne préconise pas des méthodes aussi brutales que celles employées pour l'accumulation capitaliste, mais des mesures économiques, administratives, fiscales et essentiellement «*une politique des prix visant systématiquement l'exploitation de toutes les forces de l'économie privée*», Staline reprendra l'idée du transfert massif entre 1929 et 1932 en la poussant dans ses plus extrêmes limites de violence, de terreur, lorsqu'il lancera la collectivisation forcée, ce qui fournit à l'équipe de Gorbatchev l'occasion de dire que c'est la gauche, et surtout Trotsky, qui a inspiré la politique stalinienne.

Boukharine qui, à l'époque, fait partie de la majorité stalinienne - celle d'avant la collectivisation forcée - développe, contre la gauche, son propre programme. Tout d'abord, pense-t-il, «*une dictature du prolétariat qui est en guerre avec la paysannerie [...] ne peut en aucune façon être forte*». L'échange inégal, en éliminant les stimulations du marché, conduirait les paysans à refuser de mettre les surplus en circulation, ce qui imposerait de nouveau la pratique des réquisitions et l'affrontement avec les paysans. Le conflit avec la paysannerie ne peut être que défavorable au Parti: le soutien de cette classe a été la condition indispensable du succès de la révolution en 1917: «*Si cette combinaison particulièrement favorable entre les classes se perd, alors tout le socle sur lequel la révolution socialiste peut croître s'effondre*».

Boukharine s'oppose violemment aux thèses de Preobrajenski, qu'il accuse d'inaugurer un système d'exploitation permanent contre la paysannerie: «*Peut-on jamais qualifier le prolétariat de classe exploiteuse?*» demande-t-il. Sans le savoir, Boukharine envisage une possibilité sur laquelle un autre Russe s'était déjà interrogé, cinquante ans plus tôt. «*Les marxiens, dit en effet Bakounine, pensent [que] le prolétariat des villes est appelé aujourd'hui à détrôner la classe bourgeoise, à l'absorber et à partager avec elle la domination et l'exploitation du prolétariat des campagnes, ce dernier paria de l'histoire...*» [Bakounine, Œuvres, Champ libre, VIII p. 161].

Pas plus que Preobrajenski, Boukharine ne nie que l'industrialisation est la tâche prioritaire du Parti. De même, il pense que celle-ci doit se faire à partir des ressources propres à la Russie, ce qui implique le transfert des ressources de l'agriculture vers l'industrie d'État. Les divergences se situent au niveau des méthodes et du rythme: «*La question reste de savoir combien nous pouvons prendre à la paysannerie [...], quelle importance peut prendre ce pompage, quelles méthodes et quelles limites nous sont assignées, afin que le résultat soit le plus favorable possible*».

Les membres de l'opposition, dit encore Boukharine, «sont favorables à une pression maximale, mais elle est économiquement irrationnelle et politiquement inadmissible. Nous ne renonçons pas à ce pompage, mais nous voulons le voir s'exercer plus modérément».

Sauver les meubles

L'idée de Boukharine est que le développement industriel dépend du développement de la consommation, qui doit satisfaire les besoins sociaux. «*Plus le pouvoir d'achat de la paysannerie s'accroît, plus notre industrie se développe rapidement*». Contre la gauche il affirme que le secteur urbain et le secteur rural forment un seul organisme, et que rompre l'interaction entre l'agriculture et l'industrie conduit à la catastrophe. Cette interaction ne peut se faire que par le jeu de l'offre et de la demande. Dans une économie constituée pour une part écrasante du secteur rural, c'est la demande paysanne qui stimulera toutes les branches de l'industrie. Inversement, la qualité et le niveau technologique des produits industriels fournis aux paysans accroissent et améliorent les produits agricoles livrés à l'industrie - grains ou cultures industrielles -, ce qui permet leur exportation en échange de biens d'équipement.

Ces thèses, développées vers 1925, nous renvoient tout à fait dans les débats de l'économie soviétique à l'heure de la perestroïka. Il n'est pas exagéré de dire que Gorbatchev a repris le problème dans les termes mêmes où il se posait avant la collectivisation forcée. Cela explique la référence qu'il a constamment faite, jusqu'à une date récente, au communisme. Lui et son équipe tentaient désespérément de sauver les meubles en mettant en œuvre l'une des politiques proposées au sein du parti bolchevique il y a... soixante ans. L'histoire l'a rattrapé, et même largement dépassé.

L'héritage du «communisme» aujourd'hui, c'est la multiplication des procès contre les militants ouvriers, ce sont les mesures prises par Eltsine, ancien responsable du Parti à Sverdlovsk, qui fixent un seuil minimum de 5 000 adhérents pour autoriser la déclaration d'une organisation de travailleurs, et qui soumettent l'activité syndicale au bon vouloir de l'administration [Cf. l'article de Sergueï, [Le Monde libertaire- art.253] du 12-18 septembre 1991]]. C'est dire que la création d'associations ouvrières libres est pratiquement interdite. On ne peut mieux affirmer que la revendication de la démocratie politique a pour corollaire la peur panique de l'émergence d'un mouvement ouvrier autonome: le spectre du communisme (le vrai, celui de la libre association des travailleurs) plane plus que jamais, et ce sont les anciens «communistes» (les faux) qui sont chargés de le terrasser.

(À suivre)

René BERTHIER.